

L'Histoire officielle est dans toutes les bouches, dès qu'il s'agit de critiquer une vision historique jugée dominante. C'est une telle évidence que personne ne la définit réellement, ni n'énonce précisément ses auteurs, qui varient selon qui en parle. Alors, serait-on tenté de dire, décidez-vous !

Dites-nous enfin quelle est cette Histoire officielle que vous pourfendez. Et, à vrai dire, à quoi servirait-elle ? Mais d'abord, il faut peut-être se poser une question plus simple : quels sont les lieux possibles de création d'une histoire « officielle » ?

Cette oeuvre est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Partage dans les Mêmes Condition 4.0 International.

N'hésitez pas à partager les PDF de nos articles !  
<https://venividisensivvs.wordpress.com>



# Existe-t-il une histoire officielle ?



## POUR ALLER PLUS LOIN

Difficile de donner des orientations bibliographiques sur un sujet aussi large qui est aussi le fruit de pas mal de réflexions personnelles. La question de l'histoire politique a déjà été abordée dans plusieurs articles et vidéos, et des ouvrages de référence y sont déjà indiqués. Celle de l'histoire universitaire est plus complexe car le traitement que j'en fais est aussi le fruit de mon expérience personnelle ; lire et écouter des universitaires et, surtout, étudier l'historiographie d'une période est un bon moyen de prendre conscience des débats, disputes et évolutions qui font que ce milieu ne peut être accusé d'écrire *une* histoire officielle. **Sur ces points, les sections « Atelier de l'historien » des volumes de l'*Histoire de France* des éditions Belin peuvent fournir une bonne introduction si vous vous intéressez à comment s'écrit l'Histoire.**

Sur l'histoire scolaire, je renvoie à *La Fabrique Scolaire de l'Histoire II*, récemment publié sous la direction de Laurence de Cock et, de façon générale, je renvoie à ses travaux pour comprendre les enjeux de cette question. Enfin, la question de l'histoire médiatique a été amplement abordée ici, je renvoie notamment aux *Historiens de Garde* (Blanc, Chéry, Naudin) déjà maintes fois cité sur ce site.

Concernant Guillemin et sa technique de l'homme de paille, je l'ai analysée en détail dans un essai d'analyse de *Silence aux pauvres* ! il y a quelques semaines. **Cette grave faille de son travail me semble essentielle pour comprendre sa récupération éhontée par les complotistes et l'extrême droite.**

*L'Histoire officielle est dans toutes les bouches, dès qu'il s'agit de critiquer une vision historique jugée dominante. C'est une telle évidence que personne ne la définit réellement, ni n'énonce précisément ses auteurs, qui varient selon qui en parle. « L'État » ; « l'école » ; « l'oligarchie capitaliste » ; « les élites culturellement marxistes » (oui, rigolez pas, certains y croient vraiment) ou, bien entendu, les membres du « Complot™ » (qu'il soit Juif, Franc-maçon, Illuminati, Euro-atlantiste, Jésuite, ou un mélange d'un peu tout ça). Pour une Histoire officielle, ça en fait quand même beaucoup de versions contradictoires : colonialiste et raciste selon les uns, elle serait au contraire « ethno-masochiste » et « tiers-mondiste » selon les autres (quand ils ne parlent pas carrément d'« islamo-gauchisme »). Les uns vont critiquer une école machine créatrice de roman national, tandis que les tenants de ce dernier reprochent au contraire aux programmes de ne plus apprendre aux enfants les figures et étapes centrales de ce récit.*

*Alors, serait-on tenté de dire, décidez-vous ! Dites-nous enfin quelle est cette Histoire officielle que vous pourfendez. Et, à vrai dire, à quoi servirait-elle ? Mais d'abord, il faut peut-être se poser une question plus simple : quels sont les lieux possibles de création d'une histoire « officielle » ?*

*Ce texte est plus ou moins la suite de la vidéo « l'histoire peut-elle être neutre ? », disponible au lien :*

*<https://www.youtube.com/watch?v=WZ6hU-OV5jk&t=138s>*

## PAS D'HISTOIRE OFFICIELLE, MAIS DES HISTOIRES BIAISÉES

Il n'y a pas *une* histoire officielle, donc il n'y a pas d'histoire officielle qui, par définition, doit être unique. **Toutes les formes d'histoires qui ont été citées ci-dessus, des plus fiables aux plus malhonnêtes, ont toutefois en commun d'être biaisées, par de nombreux facteurs. Identité de leurs auteurs, point de vue, structures difficiles à dépasser.** Il n'y a pas d'histoire officielle cherchant à faire disparaître les femmes; il y a en revanche des structures qui, même si elles évoluent dans le bon sens, ont donné la prédominance de l'écriture de l'histoire à des hommes, ce qui, par effet de logique, a conduit à sous-estimer l'écriture de celle des femmes.

**Il n'y a pas d'histoire officielle écrite par les politiciens, mais il y a un passé qui fait qu'au XIXe siècle, les historiens étaient aussi politiciens, d'Adolphe Thiers à Jaurès en passant par Louis Blanc et François Guizot; et que, de fait, notre travail en garde des traces, même si celles-ci sont compensées par de nouvelles approches.** L'Histoire, les histoires, sont biaisées; par l'angle duquel on parle, par qui les écrit, par le pays où on les lit, par le cadre qu'on leur donne.

Or, une histoire sans biais est impossible: tout au plus peut-on remplacer un biais par un autre. Mais l'important est d'en être conscient, pour questionner ces biais. **Remplacer une histoire biaisée par son miroir, remplacer les légendes noires par des légendes dorées et inversement, n'est pas une solution, car elle continuera à fournir au public une vision simpliste du monde.** Et cette vision simpliste ne le fera pas sortir de ses prisons mentales, mais simplement changer de cellule.

Il est impossible d'écrire une histoire qui n'ait pas de faille, mais il est possible de prendre garde à ces failles, et d'inciter chacun à les compenser, et à réfléchir à son tour à ses propres angles morts; **bref, de poser les questions qui (nous) font chier.** C'est à ce prix qu'on évolue, à ce prix qu'on sort du simplisme pour réellement entrer dans la recherche de connaissance. **Et c'est pour cela qu'au lieu de dénoncer une histoire officielle qu'on ne définira jamais vraiment, il vaut mieux réfléchir aux limites de l'histoire qu'on nous raconte, mais aussi à celles de l'histoire que l'on voudrait entendre.**

## LES QUATRE ORIGINES

Je distingue personnellement quatre types d'histoires officielles possibles dans ce qui est généralement dénoncé. **Comme on le verra, ces types sont en réalité souvent opposés, et incompatibles.** Le premier, le plus évident, est l'histoire récupérée par la classe politique: celle-ci s'étend des noms de rues et des commémorations officielles aux conférences de François Asselineau, en passant par les discours politiques et autres mesures telles que la lecture de la lettre de Guy Môquet à l'école.

Deuxième pôle: l'université. Lorsque j'ai moi-même été accusé de contribuer à l'histoire officielle, c'est à ce titre: payé par l'université, je ne pouvais faire autrement! Seulement, plusieurs problèmes se posent. **D'une part, l'université n'est pas un tout uniforme, et les chercheurs sont en débat constants; d'autre part, ils sont souvent fortement opposés à l'histoire émanant des politiciens, qu'ils dénoncent vertement. Déjà deux histoires officielles possibles, toutes deux contradictoires.**

Troisième pôle, l'école. Celle-ci fait déjà un « suspect » plus intéressant car elle a le pouvoir théorique de formater les esprits en masse. Seulement, là aussi, ceux qui la critiquent peinent à se mettre d'accord sur son discours officiel, diamétralement opposé selon qui s'y oppose. **Plus encore, les enseignants ont, eux aussi, la réputation de s'opposer aux réformes tentées par l'État et, de même, il existe un réel fossé entre l'histoire enseignée au primaire et secondaire et celle enseignée en fac. Troisième histoire officielle, troisième contradiction.**

Enfin, vient la dernière, la plus voyante: l'histoire médiatique. Celle de Franck Ferrand, Stéphane Bern, Lorant Deutsch. Est-elle officielle? Les émissions du service public pourraient le donner à penser, surtout au vu des liens d'un Bern avec Macron, dont il a soutenu la campagne. Reste pourtant que ces liens ne sont ni plus ni moins étroits que ceux qui unissent généralement les médias avec la classe politique. Des gens qui, comment l'a expliqué l'excellent et regretté Michel Naudy dans *Les Nouveaux chiens de garde*, pensent pareil car ils viennent du même milieu. **Mais cette histoire-là est aussi brocardée par les historiens universitaires, par bien des enseignants, et par une partie de la classe politique. On le voit donc; nos quatre types d'histoire officielle sont déjà grossièrement incompatibles entre eux.** Cela part mal; mais qu'en est-il quand on les analyse individuellement?

## L'HISTOIRE DES POLITICIENS : IMPOSER SA MARQUE

L'histoire de nos hommes et femmes politiques a un objectif : créer un fonds commun de références pour soutenir leurs programmes et campagnes. On l'a bien vu à travers les récupérations de Nicolas Sarkozy, allant chercher jusqu'à Jaurès et Blum comme caution à ses idées en 2007 ; mais l'exemple est valable pour bien d'autres. **Dans le discours politique, il s'agit généralement de cautionner un programme par le passé : « on a déjà fait comme ça, donc c'est possible » ; « la France est le pays de... donc il faut être fidèle à notre nature » ou, au contraire, « Depuis ... nous subissons ..., il est temps d'en finir. »**

Mais ce n'est qu'une part de cette œuvre politique en matière d'histoire. On retrouve également les lois mémorielles, abouties ou avortées (pensons à celle pour l'enseignement du « rôle positif » de la colonisation ou la reconnaissance du « génocide vendéen ») qui font hurler les historiens dont elles entravent le rôle ; **mais surtout, plus largement, les commémorations officielles qui sont autant de gestes politiques à l'hypocrisie plus ou moins prononcée car, bien souvent, il s'agit de reconnaître et de dénoncer... sans pour autant compenser.**

Et il y a, enfin, l'occupation de l'espace public, par les statues et noms de rue, qui fait grand bruit en ce moment. Un point souvent négligé dans ces polémiques est la nature beaucoup plus locale de ces enjeux, car **ces statues, ces noms de rues, sont souvent le fait non pas d'une élite nationale, mais d'élites locales, et font ressortir bien des divergences politiques qui sont illustrés par certaines curiosités.** Telle localité qui se félicite d'être la première à avoir une « place Charles Pasqua » envoie sans aucun doute un message précis ; telle autre, dont les grandes artères ont des noms de socialistes révolutionnaires illustre au contraire la domination (passée ou présente) de l'extrême-gauche sur la ville. De fait, il ne s'agit pas seulement d'un combat contre une histoire officielle qui transparaîtrait à travers ces lieux et hommages, mais aussi d'affrontements entre plusieurs histoires officielles, incarnées par des tendances politiques, des héritages revendiqués ou rejetés, mais toujours réduits à une équation manichéenne : héros ou repousseoir. Mais, finalement, ces histoires officielles-là ont-elles un réel impact ? **Il n'est pas certain que les survivances des « places royales » entraînent un regain de**

tout bord s'insurgent en permanence contre une histoire officielle qu'ils pointent du doigt sans la définir vaguement. C'est avant tout un moyen de dire « moi, je ne suis pas un mouton manipulé ».

D'autres, sans entrer de plein pied dans le conspirationnisme, usent cependant de ce procédé qui devient alors un argument de l'« homme de paille » : j'en ai notamment parlé dans le cas de *Silence aux pauvres*, de Guillemin. Celui-ci s'attaque à une « histoire sérieuse » qu'il ne définit jamais précisément, mais qui, dans son texte, se résume à des citations de Michelet (mort plus d'un siècle avant ses écrits), de protagonistes de l'époque, et d'essayistes d'extrême droite toujours regardés avec suspicion par l'université. **Bref, son « histoire sérieuse » est tout sauf sérieuse, et il évite de se frotter aux universitaires, qu'il s'y oppose ou que ces derniers aillent dans son sens (mais avec plus de nuances : eux sont historiens). En créant ainsi cette sorte d'épouvantail, il donne l'impression d'avoir démolie une « histoire officielle » qui n'a en réalité jamais existé et, surtout, laisse penser qu'il est le seul à le faire.** Pourtant, lire des ouvrages universitaires de la même époque montre que, de façon assez logique, cette histoire-là n'a rien à voir avec celle que dénonce Guillemin.

**Peut-être est-ce là, l'intérêt principal de l'histoire « officielle » : se placer en chevalier blanc, seul contre tous. Cela permet aussi de sortir du terrain du débat : c'est une constante chez Guillemin et ses défenseurs, chez Annie Lacroix-Riz, chez Franck Ferrand, chez Lorient Deutsch : quiconque critique leur travail sur le fond est avant tout un ennemi politique, un « sorbonnard », un « mandarin », un défenseur des « gens de bien ». Il n'y a donc pas lieu d'argumenter sur le fond, et il devient possible de s'en sortir à faible coût : le public suivra, de toute manière. Quelles que soient les intentions de départ, parfois très bonnes, parfois plus mauvaises, cette méthode est aussi malhonnête que dangereuse.**

## L'HISTOIRE MÉDIATIQUE : LA VOIX DE L'ÉTAT ?

Finalement, c'est à la télévision que l'on retrouve ce qui peut apparaître le plus comme une histoire « officielle », car uniforme, principalement parce que ceux qui se consacrent à sa diffusion sont tous proches les uns des autres : Stéphane Bern, Lorant Deutsch, Franck Ferrand, Patrick Buisson ; rejoints par Dimitri Casali et Jean Sévilia entre autres dans la presse et les rayons des librairies... **Tous ont la nostalgie d'une histoire traditionaliste et cocardière, d'une époque où la France n'avait pas « perdu quelque chose en perdant son roi ». Tous clament leur amour des grands hommes et des grands faits...**

Cependant, on notera justement qu'ils sont, pour cela, brocardés par les trois autres domaines cités dans cet article. **Les universitaires, bien entendu, démontent leur contenu et sont en retour critiqués comme étant des idéologues gauchistes. Mais l'école est également attaquée (et, paradoxalement, approchée) par un Lorant Deutsch ou un Casali qui se lamentent sur un enseignement qui n'est plus ce qu'il devrait être.** Ce n'est pas pour rien que Casali a récemment réédité le manuel d'Ernest Lavisse... Quant aux politiciens, ils les adulent et les détestent selon leur agenda du moment.

Peut-on expliquer leur omniprésence dans les médias par la volonté politique d'imposer une histoire officielle conservatrice (pour ne pas dire réactionnaire) ? Il faut surtout y voir la proximité naturelle entre les milieux politiques et médiatiques, composés de gens aux mêmes origines sociales, aux mêmes affinités politiques et qui, de fait, produisent des contenus idéologiques proches. **Reste que, comparée aux autres formes d'histoire officielle possible, celle-ci est probablement la plus uniforme, donc la plus « officielle ».**

## A QUI SERT « L'HISTOIRE OFFICIELLE™ » ?

On l'aura compris, il n'y a pas *une* Histoire officielle, uniforme, concertée, organisée à des fins de propagande. **Et pourtant, cette histoire, impossible à définir, est dans bien des bouches. Car la critiquer, c'est pouvoir se placer en opposition, pouvoir proposer, à peu de frais, quelque chose qui paraisse profondément nouveau et révolutionnaire.** On ne s'étonnera donc pas que les conspirationnistes de

monarchisme, pas plus que la présence d'une rue « Jean Jaurès » **préserve du vote Front National.**

Finalement, par les débats et contestations, souvent très fortes, qu'elle suscite, cette histoire des hommes politiques est probablement un danger surestimé, car trop évident et déjà très discuté quand **le caractère même de l'Histoire officielle est qu'on ne la débat pas.**

## L'HISTOIRE UNIVERSITAIRE : DÉBATS EN CERCLES CLOS ?

De loin, l'université peut sembler être une fabrique d'histoire officielle : des chercheurs, payés par l'État, qui écrivent l'Histoire... S'ils sont payés, c'est bien qu'ils sont à sa solde ! **Seulement, on se rend compte assez vite que ces chercheurs sont généralement les premiers à être hostiles à des gouvernements qui le leur rendent bien en détruisant peu à peu l'université française.** Bien des universitaires se sont engagés contre le projet de « Maison de l'Histoire de France » légèrement orienté que souhaitait Nicolas Sarkozy. Bon nombre, également, critiquent de façon plus générale les usages politiques de leur discipline, par exemple à travers le CVUH.

Mais surtout, l'histoire universitaire n'est pas une masse uniforme ; c'est même tout le contraire. Comme toute science, elle fait l'objet de débats et combats, de divisions entre différentes écoles et approches. C'est tout le principe du jeu scientifique. On retrouve par exemple autour de la Révolution française le pôle furétien, plutôt bien à droite, autour de l'EHESS, tandis que des chercheurs de différentes universités, notamment Paris I, tendent à se retrouver autour d'un héritage bien plus ancré à gauche, celui de Soboul, Lefèbvre, Mathiez... Et que d'autres, comme Jean-Clément Martin, voguent au milieu. **Difficile de dire, dans ce cas-là, qui écrit « l'Histoire officielle » car les trois portent sans nul doute des messages différents, même s'ils se rejoignent sur bien des points.**

Finalement, les historiens universitaires jouissent d'une claire liberté dans leurs travaux, **liberté qui risque cependant d'être de plus en plus précaire, tant leur recherche est aliénée par la quête de financements de moins en moins publics et par l'obsession de l'État pour la paperasse.** Mais la recherche n'est pas censurée, bien au contraire : ce serait le meilleur moyen de pousser les chercheurs à foncer vers les sujets

qui fâchent ! **En réalité, quel besoin de censurer une production historique à laquelle peu de gens ont accès ?**

C'est sans nul doute là le principal problème de cette histoire universitaire : tout le monde la voit comme une terrible histoire officielle produite dans des hauts cercles, mais, en réalité, peu la lisent et la connaissent. Ce qui rend sa critique beaucoup plus facile de la part de tous les charlatans qu'elle a rejetés, à l'instar par exemple d'un Franck Ferrand dénonçant les « mandarins ».

### **L'HISTOIRE À L'ÉCOLE : LA CONNAÎT-ON VRAIMENT ?**

On a tous un avis, souvent négatif, sur l'histoire servie à l'école. On lui reproche de ne pas avoir insisté sur tel ou tel point qui nous est cher, ou d'avoir sombré dans des biais plus ou moins nocifs. **Le souci, c'est que selon qui la dénonce, les critiques peuvent être profondément contradictoires. Histoire « récit national » aux yeux de ceux qui imaginent que l'école n'a pas évolué depuis la IIIe République ; l'histoire scolaire est au contraire dénoncée par les conservateurs comme trop ouverte sur le monde** (pensez ! On étudie la naissance de l'Islam, les empires africains et on ose « se repentir » sur la colonisation) qui fait oublier les grands héros de notre France à nous.

La vérité se trouve probablement au milieu, l'histoire scolaire se trouvant certainement « le cul entre deux chaises », entre le désir d'ouvrir sur l'extérieur et, malgré tout, celui de créer un sentiment d'unité intérieure. Mais est-ce pour autant une histoire officielle uniforme, et venue d'en haut ? Souvent, on critique l'histoire scolaire par trois portes d'entrée : notre vécu, les manuels, et les programmes. Mais ces trois voies d'accès ne sont pas fiables.

Les manuels sont au cœur du débat, certains ayant la nostalgie du Lavisserie d'antan, tandis que d'autres dénoncent au contraire une histoire scolaire qui n'aurait pas évolué depuis cette époque. On oublie souvent, cependant, que le manuel est et a toujours été un outil, et qu'il ne nous informe pas sur les usages qui en sont faits ensuite.

Notre vécu, de parent comme d'élève, est biaisé car, en réalité, qui peut donner une recension fidèle de tous les cours qui lui ont été donnés ? Qui n'a

jamais été inattentif, ou même rebelle contre ces profs qui, par leur nature, par l'obligation qui nous les impose, sont devenus des ennemis ? En tout cas, notre ressenti n'est pas un marqueur fiable du sens de la fabrique de l'histoire scolaire. Les manuels, alors ? Ils diffèrent selon les éditeurs mais, surtout, selon l'usage qu'en fera le professeur : rares sont en effet ceux qui les suivent de près, la plupart n'y voyant qu'une source de documents propre à illustrer un cours bien plus personnel. **De même d'ailleurs, pour les programmes, dont on parle beaucoup sans saisir la différence entre ce qu'ils disent, et la marge de manœuvre des enseignants qui peuvent, ou non, choisir de prendre une certaine distance. Bref, on l'oublie trop souvent, mais l'histoire scolaire dépend avant tout des enseignants, de leur parcours, de leur engagement, et ne peut être vue comme un tout uniforme.**

Ceci étant, il ne faut pas oublier le principal et inévitable défaut de cette histoire, celui qui fait que mon public s'étonne à chaque vidéo des différences avec ce qu'il a « appris à l'école » : l'école est là pour initier et, pour cela, elle simplifie parfois à l'extrême. Comment faire autrement, au vu des circonstances dans lesquelles se fait l'enseignement ? **Sans nul doute serait-il plus utile d'apprendre à réfléchir autour de l'histoire, de comprendre comment elle se fabrique, plutôt que de vouloir faire ingurgiter des siècles de dates, de faits, et de personnages qui, pour la plupart, seront oubliés une fois le contrôle passé.** Mais, sur cette question, je ne peux que laisser la parole à ceux qui consacrent leur temps à faire évoluer cet enseignement.

Reste, en tout cas, que si l'école est bien imparfaite en matière d'enseignement de l'histoire, il ne faudrait pas jeter le bébé avec l'eau du bain : bien des enseignants se démènent pour faire évoluer les choses dans le bon sens et, de surcroît, les programmes changeant à chaque gouvernement, il peut être difficile d'y voir une histoire officielle bien stable, **même en supposant que tous les professeurs soient aux ordres, ce qui est loin d'être le cas, d'où le mépris dont ils sont souvent la cible de la part de nos politiciens.**